

Appel de l'Assemblée Générale des personnels du 23 novembre



**POUR DES MOYENS DANS LES ÉTABLISSEMENTS ACCUEILLANT DES ÉLÈVES
RELEVANT DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE !
POUR DONNER PLUS À CELLES ET CEUX QUI ONT MOINS !**



Dans notre académie, beaucoup d'établissements sont confrontés à de véritables difficultés au quotidien, à des conditions de travail dégradées, et à des conditions

d'apprentissage difficiles pour les élèves. Pourtant le Rectorat persiste à nier ces difficultés.

Dans certains établissements, les collègues ne peuvent pas compter sur le soutien de leur direction. S'il y a des problèmes ce sont les collègues individuellement ou les équipes pédagogiques qui sont mis en cause !

Incidents, agressions verbales voire physiques, difficultés à enseigner, classes surchargées, élèves qui cumulent les difficultés (d'apprentissage, sociales, comportementales...) sont le quotidien de beaucoup de collègues. Ajoutons les insuffisances de budget et les problèmes informatiques dans

De plus, la crise crée une violence supplémentaire pour des élèves venant de familles pour lesquelles la survie quotidienne est une bataille, et qui doivent faire face, davantage en LP, à des dépenses de matériel loin d'être couvertes par la Bourse de premier équipement...

Au moment où le rapport du CNESEO pointe les insuffisances des politiques d'éducation prioritaire qui donnent en fait « moins à ceux qui ont moins », nous ne pouvons que constater que les LP qui accueillent les élèves qui viennent en grande partie de collèges REP, avec une grande majorité d'élèves en CSP défavorisées connaissent une dégradation des conditions d'accueil. La réforme Bac pro et l'autonomie des établissements ont de plus produit la mise en concurrence des établissements et des inégalités manifestes de conditions d'étude (dédoublings, horaires etc...). Les effets sont désastreux pour certains établissements ! Et on ne peut que constater que les établissements qui ont moins, ont de moins en moins ! (DGH réduite, suppressions de postes d'AED, manque d'attractivité et recrutement difficile...). C'est une spirale destructrice !

C'est le constat qu'ont pu faire les collègues réunis en Assemblée Générale, venant des LP Bourdelle de Montauban, Françoise de Tournefeuille, Blagnac, Guynemer, Urbain Vitry, Roland Garros, Gallieni de Toulouse.

Au niveau national, une mobilisation pour demander l'extension de l'éducation prioritaire aux lycées et LP s'est construite dans une dizaine d'académies, avec notamment une grève le 17 novembre et une manifestation à Paris de 1000 personnes.

Les collègues réunis en AG à la Bourse du travail mercredi 23 novembre ont décidé de s'inscrire dans la mobilisation qui a commencé depuis la rentrée

Le gouvernement doit enfin considérer le service public de l'éducation, notamment l'enseignement professionnel public sous statut scolaire, comme un investissement pour l'avenir. Ecarter les lycées de l'éducation prioritaire, c'est dégrader un peu plus les conditions d'études des élèves et de travail des personnels.

Nous appelons les collègues à se mettre en grève lors de la journée interprofessionnelle fonction publique du 29 novembre, à participer aux actions de cette journée (rassemblement 12h30 place Saint Etienne et départ en manifestation 13h30) et à se rassembler devant le Rectorat à 15h (une demande d'audience a été déposée).

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI 29 NOVEMBRE :

- **12H30 PREFECTURE RASSEMBLEMENT INTERPROFESSIONNEL**
- **ET DEPART EN MANIFESTATION A 13H30**

RASSEMBLEMENT A 15H DEVANT LE RECTORAT

Ce sera une première étape dans cette mobilisation :

- pour une véritable politique d'éducation prioritaire qui « donne plus à ceux qui ont moins » et qui permette la réussite de toutes et tous
- pour la reconnaissance des personnels et des conditions de travail qui nous permettent d'exercer notre métier

Appel soutenu par la CGT Educ'Action et le SNUEP FSU